

RAPPORT MENSUEL

Janvier 2022



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office

EOC EU Office
@EOCEUOffice

We are pleased to see the Arrangement for Cooperation between @EOCmedia and @EU_Commission adopted. Thanks for the open and constructive discussions @EuSport!

Eurolympic @EOCmedia

Happy to announce that arrangement for Cooperation between the EOC and @EU_Commission has been adopted yesterday.

We highly appreciate this decision and are looking forward to bringing it to life with the common activities, e.g. related to the European Youth Olympic Festivals.



3:18 PM - Jan 21, 2022

13 Reply Copy link

Explore what's happening on Twitter

L'INTERVIEW DU MOIS

Thomas Weikert, Président de la Confédération allemande des sports olympiques (DOSB)



Source: DOSB/Michael Reichel

"Nous devons donner au sport une voix forte dans la société. Une voix qui soit clairement entendue au niveau politique [...]."

Interview complète en page 5

EOC EU Office
@EOCEUOffice

Today, together with @DOSB, we organized a webinar on @EUErasmusPlus #Sport for German sports. Thanks to more than 100 German sports clubs and federations for participation! More information in German on @DOSB website: bit.ly/3fp8rlz Good luck to all in @sportDland!



Mariya Gabriel
@GabrielMariya

The #EuropeanYearOfYouth portal kicks off today!

It will act as a co-creation space which we will grow together 🍷

A place where you can share your event, get inspired & share your views 🗣️

Check out how you can get involved!

👉 europa.eu/youth/year-of-...



CHIFFRES & DONNÉES

Année européenne de la jeunesse 2022



de la population européenne totale a entre 15 et 29 ans



23% de la population de Guyane française et Mayotte ont entre 15 et 29 ans (% le plus élevé)

Source: Eurostat

- **Editorial** **4**



L'INTERVIEW DU MOIS

- **Thomas Weikert, Président de la Confédération allemande des sports olympiques** **5**



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

- **La France prend la présidence du Conseil de l'UE** **8**
- **Piratage des retransmissions sportives en direct : Le Parlement européen adopte sa position sur la législation sur les services numériques** **9**
- **Discussions autour du boycott des Jeux olympiques et paralympiques de Pékin** **10**
- **Erasmus+ Sport : Journées d'information en ligne 2022** **11**



LE COIN DES PARTENAIRES

- **Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE continue sa série de webinaires sur les financements européens : Erasmus+** **13**
- **Évènements à venir** **15**



EDITORIAL

Chers lecteurs,

La présidence française du Conseil de l'Union européenne a maintenant débuté depuis un mois. Avec des élections présidentielles ayant lieu à mi-mandat de la présidence de l'UE, le (futur) gouvernement français sera confronté à un défi particulier : assurer la continuité nécessaire de cette présidence de six mois, de janvier à fin juin 2022.

L'une des priorités que la présidence française a identifiée est le lien entre la durabilité et le sport. Des conclusions du Conseil sont attendues à ce sujet, ainsi que deux conférences ministérielles (voir plus dans l'article dédié).

Le modèle européen du sport fera également l'objet de discussions sous la présidence française, suite à la publication de l'étude lancée par la Commission européenne dont la publication est attendue en avril.

Malgré le nombre de questions soulevées par la pandémie, le calendrier sportif de 2022 est toujours rempli de plusieurs événements sportifs majeurs. Les difficultés auxquelles les organisateurs ont dû faire face pour mettre en œuvre ces événements ont été illustrées par le Championnat d'Europe de handball masculin, qui s'est récemment terminé.

Les équipes ont été affectées de manière très différente en ce qui concerne les joueurs et les membres de l'équipe contaminés, mais le niveau sportif est néanmoins resté très élevé. D'un point de vue économique, les grandes manifestations de ce type sont vitales pour les sports de salle tels que le handball, le basket-ball et le volley-ball. Les responsables de ces derniers sports tireront certainement des conclusions positives des expériences faites par le handball.

Les Jeux olympiques d'hiver de Pékin, qui font l'objet d'un débat acharné, débutent cette semaine. En raison notamment des mesures strictes prises contre le coronavirus, ces Jeux d'hiver ne seront pas comparables aux précédents. Le boycott politique appelé par le Parlement européen depuis plusieurs mois en raison de la situation des droits de l'Homme en Chine a été soutenu par quelques gouvernements mais l'Union européenne est restée divisée sur cette question.

Cependant, la pandémie donne à de nombreux représentants gouvernementaux un alibi bienvenu pour annuler leur voyage. Les athlètes en souffrent également. Le soulagement que les Jeux olympiques puissent avoir lieu et qu'ils puissent vivre ce moment fort de leur carrière sportive est présent, mais les discussions politiques et la peur du virus n'est pas sans les affecter.

L'Année européenne de la jeunesse 2022 doit également être mise à profit par le sport pour revoir et améliorer ses offres. Cela est particulièrement important après deux années de restrictions liées à la pandémie. Avec le Festival olympique de la jeunesse européenne (FOJE), qui se déroulera à Vuokatti (Finlande) en mars et à Banská-Bystrica (Slovaquie) en juillet, le COE donnera l'occasion aux jeunes athlètes de vivre des expériences sportives inoubliables.

Nous espérons aussi que les nombreux projets financés par l'Union européenne dans le cadre d'Erasmus+ et d'autres programmes pourront être mis en œuvre avec des réunions en présentiel.

Je vous souhaite le meilleur pour 2022.



Folker Hellmund
Directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE



L'INTERVIEW DU MOIS



Source: DOSB/Michael Reichel

Thomas Weikert a été élu président de la Confédération allemande des sports olympiques en décembre 2021. Auparavant, il a été président de la fédération internationale de tennis de table (ITTF) et de la fédération allemande de tennis de table (DTTB). Weikert a été athlète de la première ligue allemande de tennis de table.

1. Cher Monsieur Weikert, tout d'abord, félicitations pour votre élection en tant que nouveau président de la Confédération allemande des sports olympiques (DOSB). Moins de deux mois après votre entrée en fonction à votre nouveau poste, quelles sont vos premières impressions sur votre nouveau poste ?

Je vous remercie ! Les premières semaines de mon mandat ont été bien remplies et très constructives. Après mon élection, j'ai tout d'abord confirmé aux employés de la DOSB mon engagement à diriger la confédération avec un haut degré de coopération, de confiance et d'ouverture d'esprit. Ils sont tous très motivés pour relever les défis actuels de la gouvernance du sport et je me réjouis de pouvoir compter sur cette équipe dévouée. Dans le même temps, j'ai eu des discussions fructueuses avec plusieurs parties prenantes importantes, allant des membres de votre assemblée générale aux décideurs politiques du nouveau gouvernement fédéral.

Enfin, et surtout, j'étais impatient de m'engager directement auprès de nos athlètes afin de comprendre pleinement leurs besoins du point de vue du CNO et de représenter de manière holistique leurs intérêts dans l'élaboration des politiques. Dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques de Pékin 2022, qui se tiendront juste après ceux de Tokyo, nous avons uni nos forces pour nous préparer au mieux à cette entreprise et appliquer collectivement les enseignements tirés de notre performance au plus haut niveau pendant une pandémie.

2. De quelle façon souhaitez-vous développer le DOSB ? Quels sont les éléments principaux et les priorités de votre stratégie ?

Ma stratégie se divise en quatre piliers :

- Nous devons donner au sport une voix forte dans la société. Une voix qui soit clairement entendue au niveau politique à Berlin et auprès des décideurs.
- Nous devons renforcer et faire vivre la diversité et l'unité du sport.
- Nous avons besoin d'objectifs clairs et communs dans tous les domaines où le sport peut avoir un impact positif pour un meilleur avenir post-COVID grâce au sport.
- Nous devons construire une organisation-cadre moderne, crédible et honnête. Une association en laquelle les gens peuvent faire confiance.

3. En tant que président de la Fédération internationale de tennis de table, vous avez travaillé au niveau international. De quelle manière le DOSB peut-elle bénéficier de ces expériences. Avez-vous l'intention de renforcer le travail européen et international de la DOSB ?

J'aime beaucoup travailler et échanger des idées avec des partenaires internationaux, dont beaucoup sont devenus des amis au fil des années. La DOSB travaille avec le CIO, d'autres comités nationaux olympiques et de nombreuses autres organisations au sein du Mouvement olympique et au-delà. Il s'agit d'un grand réseau dont nous pouvons bénéficier grâce à des échanges mutuels. À Pékin, il y aura de nombreuses réunions de la DOSB avec des représentants de la famille sportive internationale, y compris de nombreux partenaires importants du bureau européen des COE.

En même temps, nous nous engageons à collaborer avec nos partenaires internationaux et à contribuer au développement du sport international. En outre, en collaboration avec le ministère fédéral en charge du sport, nous avons adopté l'année dernière une stratégie nationale pour les grands événements sportifs en Allemagne, qui est maintenant prête à être mise en œuvre. Cette stratégie prévoit également un renforcement du réseau international de la DOSB.

4. La France a pris la présidence de l'UE ce mois-ci et devrait reprendre le thème du "modèle européen du sport" de la présidence slovène. Comment percevez-vous le différend sur la Super League européenne de football et les problèmes actuels du basket-ball sur le calendrier sportif, qui empêchent les meilleurs joueurs de jouer pour leurs équipes nationales ?

Notre objectif est de protéger le modèle européen du sport. Des acteurs uniquement motivés par le profit et ne bénéficiant pas d'une légitimité démocratique par le biais de l'adhésion ne devraient pas prendre le contrôle des compétitions sportives les plus importantes. Toute organisation accueillant des événements sportifs majeurs devrait respecter certaines normes en matière de gouvernance, de participation, de représentation des intérêts et de responsabilité.

Il devrait y avoir un nivellement des intérêts pour toutes les parties concernées. Le sport organisé doit faire face à ces questions difficiles et trouver des réponses, mais je suis convaincu que le modèle actuel de fédérations européennes et internationales régissant la plupart des grandes compétitions doit être maintenu.

5. Le sport, comme d'autres secteurs, est confronté à un certain nombre de défis liés à la pandémie de Covid-19. Avez-vous l'impression que le rôle sociétal important du sport a été suffisamment pris en compte par les décideurs politiques ? De quoi le sport a-t-il concrètement besoin ?

Avant tout, le sport est un outil très efficace et remarquablement peu coûteux pour la santé et l'inclusion sociale. La pandémie a rendu ce phénomène plus évident que jamais, et notre responsabilité est maintenant de plaider en faveur d'une intégration holistique du sport et de l'activité physique dans des programmes durables de rétablissement post-COVID, intégrant ainsi les avantages intersectoriels que le sport peut apporter à la concrétisation des objectifs politiques généraux.

Cela nécessite une sensibilisation et une appréciation accrues au sein du paysage politique, qui s'accroît de manière tangible à mesure que la pandémie progresse. En comparaison au premier hiver marqué par le COVID, nous avons pu éviter une nouvelle interdiction générale des activités des clubs et mettre en œuvre des solutions créatives pour défendre l'important rôle sociétal du sport. Pour les défis à venir, le soutien politique à tous les niveaux et la confiance dans l'autonomie du sport seront d'une importance capitale.

6. Dans quelques jours, les Jeux olympiques de Pékin seront ouverts dans des circonstances très particulières. Quelles sont vos attentes pour l'équipe allemande et pour l'événement en tant que tel ?

La DOSB est prête à affronter des Jeux olympiques d'hiver difficiles. La pandémie en cours a évidemment un impact majeur sur ces Jeux, et ce sera le cas pour tous les participants, notamment les athlètes.

Nous nous efforçons de fournir le meilleur soutien possible à nos athlètes de l'équipe allemande afin qu'ils puissent donner le meilleur d'eux-mêmes. Lors de divers échanges personnels avec nos athlètes, j'ai eu l'impression qu'il y a beaucoup d'excitation et une grande motivation pour les Jeux à venir.

7. En Europe et en Allemagne, des discussions critiques sur la situation en Chine ont éclos, en particulier sur les droits de l'homme ou la liberté d'expression. Comment l'équipe allemande aborde-t-elle ce sujet et dans quelle mesure échangez-vous avec vos athlètes ?

Le CIO et le comité d'organisation ont garanti la liberté d'expression pendant les Jeux. En tant que DOSB, nous avons rencontré de nombreuses organisations telles que Human Rights Watch pour discuter de ces questions. Par conséquent, nous avons invité des experts de différents horizons à participer aux réunions préparatoires avec nos athlètes et notre personnel qui se rendent à Pékin.

Nous sommes convaincus d'avoir offert une base solide d'informations à l'ensemble de notre équipe, afin que tous les participants disposent d'un bon niveau de connaissances de base et puissent se forger leur propre opinion. Bien entendu, nous soutenons nos athlètes s'ils souhaitent exprimer leur point de vue avant, pendant ou après les Jeux.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE remercie M. Thomas Weikert pour son interview et sa contribution au rapport mensuel.



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

La France prend la présidence du Conseil de l'UE

Le 1er janvier, la France a entamé sa présidence du Conseil de l'UE, un mandat de six mois au cours duquel le pays fixera les priorités politiques et dirigera les discussions entre tous les États membres de l'Union européenne.

Le programme de la présidence française suit trois grandes priorités : "une Europe plus souveraine", un "nouveau modèle européen de croissance", une "Europe humaine".

Le sport sous la présidence française

En matière de sport, la France entend promouvoir le sport comme levier de développement et de transformation durable et mieux reconnaître son rôle dans la réalisation des [objectifs de développement durable](#) (ODD) des Nations unies. L'objectif global est d'encourager les États membres et les organisations sportives à mieux prendre en compte les aspects de durabilité et de responsabilité sociale du sport.

À cet égard, deux événements auront lieu :

- Conférence ministérielle "Sport et Objectifs de Développement Durable dans le temps de l'enfance : les enjeux sociétaux d'une pratique sportive adaptée" (7-8 février, en ligne). Les intervenants discuteront des aspects sociétaux du sport et de l'activité physique dans les phases de développement des jeunes en termes de santé, d'intégrité et d'éducation au développement durable.
- Conférence ministérielle "Vers un pacte vert pour le sport" (3-4 mars, en ligne). La présidence française espère réunir les décideurs politiques et le mouvement sportif pour qu'ils se mettent d'accord sur une base commune d'objectifs environnementaux et de durabilité à atteindre dans le secteur du sport.

Le modèle sportif européen sera un autre sujet important de ce semestre, sur la base des discussions tenues sous la présidence slovène et de l'étude de la Commission européenne qui devrait être publiée au printemps. La France fera également du piratage des événements sportifs en direct une priorité.

La présidence française sera ponctuée par les élections présidentielles du pays dans la deuxième quinzaine d'avril. Après la France, la République tchèque assurera la présidence du Conseil de l'UE pour six mois, suivie par la Suède.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE se félicite de la bonne coopération avec la présidence française jusqu'à présent et souhaite aux Français beaucoup de réussite.

PLUS D'INFORMATIONS

[Site de la présidence française](#)

[Programme de la présidence française](#)

[Programme de la Conférence Sport et Objectifs de Développement Durable dans le temps de l'enfance](#)

Piratage des retransmissions sportives en direct : Le Parlement européen adopte sa position sur la législation sur les services numériques

Le 20 janvier, le Parlement européen a adopté sa position sur la législation sur les services numériques (DSA) par 530 voix pour, 78 contre et 80 abstentions. Le texte adopté constitue le mandat du Parlement pour les négociations avec la présidence française, qui représente les États membres, et la Commission européenne, à l'initiative de ce texte.

En substance, la loi sur les services numériques vise à établir de nouvelles règles pour tous les services numériques tels que les réseaux sociaux, les places de marché en ligne et autres plateformes en ligne. Cela devrait également inclure des règles pour les intermédiaires en ligne qui rendent accessibles sans autorisation des contenus protégés par le droit d'auteur. Par conséquent, d'un point de vue sportif, le règlement est pertinent pour la lutte contre le piratage des retransmissions d'événements sportifs en direct.

La Commission européenne avait présenté sa proposition sur le DSA en décembre 2020, et les États membres avaient arrêté leur position en novembre 2021. Maintenant que le Parlement a également défini son mandat, la procédure de trilogue, dans laquelle les trois institutions négocient le texte final, peut commencer.

Le vote au Parlement européen et les dispositions concernant le sport

Au Parlement européen, la commission du marché intérieur (IMCO) était en charge du dossier. Au cours des négociations au Parlement, la coalition des détenteurs de droits sportifs (SROC), ainsi que d'autres détenteurs de droits concernés, ont plaidé pour l'inclusion dans le règlement d'une disposition visant à lutter contre le piratage sur Internet de contenus en direct "sensibles au facteur temps" (par exemple, les retransmissions sportives en direct).

Cette disposition devrait obliger les fournisseurs d'hébergement à bloquer "rapidement" les contenus en direct diffusés illégalement. La proposition correspondante (considérant 22) a malheureusement été rejetée en session plénière.

Au contraire, l'adoption de l'article 14, paragraphe 3, point a), pourrait rendre la lutte contre le piratage sur Internet encore plus difficile. Ce passage permettrait aux fournisseurs de services d'hébergement de laisser les contenus signalés comme illégaux accessibles jusqu'à ce qu'ils aient été contrôlés. Cela constituerait un problème majeur dans la lutte contre les retransmissions sportives en direct en streaming illégal, où chaque minute compte et où aucune évaluation n'est nécessaire. Le contenu peut être clairement identifié comme légal ou illégal par des filigranes.

Pourtant, en mai 2021, dans sa [résolution](#) sur les "défis pour les organisateurs d'événements sportifs dans l'environnement numérique", le Parlement européen avait demandé que les contenus sportifs illégaux diffusés en streaming soient bloqués le plus rapidement possible et au plus tard au bout de 30 minutes.

Du point de vue du sport et des détenteurs de droits sportifs, les développements sur le DSA sont décevants. En effet, les décisions prises n'apportent aucune amélioration dans la lutte contre le piratage en ligne des retransmissions sportives en direct.

Dans les semaines à venir, les négociations seront lancées dans le cadre du processus de trilogue. Le texte final du règlement est attendu dans les prochains mois, pendant la présidence française du Conseil.

PLUS D'INFORMATIONS

[Communiqué du Parlement européen : Législation sur les services numériques: garantir des espaces en ligne plus sûrs](#)

Discussions autour du boycott des Jeux olympiques et paralympiques de Pékin

À l'aune de l'ouverture des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de Pékin, les discussions politiques sur le boycott diplomatique ont révélé une Union européenne divisée.

Après que les États-Unis aient lancé l'appel initial au boycott diplomatique, alignés sur le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie en décembre dernier, l'Union européenne a tenté de trouver une position commune concernant le boycott. Si certains pays de l'UE ont annoncé un boycott officiel de la compétition, à savoir la Lituanie, la Belgique, l'Estonie et le Danemark, la plupart ne se sont pas avancés. Le président français Emmanuel Macron a qualifié le boycott diplomatique d'"insignifiant" et d'autres dirigeants de l'UE ont pris leurs distances par rapport à l'initiative, empêchant l'Union européenne de convenir d'une position commune.

Du côté du Parlement européen, l'action la plus récente a été l'adoption d'une [résolution commune sur les violations des libertés fondamentales à Hong Kong](#) le 20 janvier. Le document et ses signataires réitèrent que la Commission européenne, le Conseil et les États membres doivent impérativement "refuser les invitations de représentants gouvernementaux et de diplomates à assister aux Jeux olympiques d'hiver de Pékin 2022", étant donné que le gouvernement chinois n'a pas effectué une "amélioration tangible de la situation des droits de l'homme à Hong Kong, à Macao, dans la région ouïgoure du Xinjiang, au Tibet et ailleurs en Chine", suite à la [résolution](#) du Parlement européen du 8 juillet 2021 appelant les dirigeants de l'UE à appliquer un boycott diplomatique au cas où aucune amélioration ne serait observée.

Dans une intervention devant la sous-commission des droits de l'Homme du Parlement européen le 26 janvier, la directrice exécutive de Human Rights in China, Sharon Kang Hom, abordant la situation à Hong Kong, a exprimé ses préoccupations en déclarant que "le moment est venu d'agir en faveur des droits de l'Homme."

Erasmus+ Sport: Journées d'information en ligne 2022

La Commission européenne et l'Agence exécutive européenne "Education, audiovisuel et culture" (EACEA) ont organisé la 9^{ème} édition des Journées d'information Erasmus+ Sport les 31 janvier et 1^{er} février 2022. Cette journée a permis aux potentiels candidats d'obtenir des informations clés sur les différentes facettes du programme Erasmus+ Sport, tout en offrant aux participants une occasion de créer des contacts.



Jour 1

La Journée d'information a été ouverte par Mariya Gabriel (commissaire européenne à l'Innovation, la Recherche, la Culture, l'Éducation et la Jeunesse, responsable du Sport) et de Tomasz Frankowski (membre du Parlement européen). Mariya Gabriel a souligné le rôle d'Erasmus+ en tant que lien entre le sport d'élite et le sport de masse. Elle a également remercié les Comités olympiques européens, parmi d'autres organisations sportives, pour leur engagement en faveur de l'initiative HealthyLifestyle4All. Ensuite, Tomasz Frankowski a plaidé pour le rôle du sport dans la promotion de la santé et des bénéfices sociaux et économiques à travers l'Europe.

Le député a proposé d'allouer à l'avenir une valeur budgétaire égale à chaque chapitre du programme Erasmus+ - sport, jeunesse, éducation et formation.

La journée d'information s'est poursuivie par un aperçu de la structure et des objectifs du programme Erasmus+ Sport. Yves Le Lostecque (chef de l'unité Erasmus Mundus et Sport, EACEA) et Gael Broze (cheffe du secteur Sport, EACEA) ont proposé une vue d'ensemble de cette nouvelle programmation Erasmus+ (2021-2027) et des actions clés dans le domaine du sport, notamment les partenariats de coopération, les partenariats simplifiés, les manifestations sportives européennes à but non lucratif et la nouvelle action de renforcement des capacités dans le domaine du sport. Ils ont donc présenté les échéances prévues pour les actions liées au sport et le calendrier général des événements sportifs organisés par la Commission européenne en 2022.

Animée par la cheffe de l'unité Sport, Florencia Van Houdt, la table ronde sur les priorités du programme a mis en évidence les synergies existant entre les priorités de l'UE et le secteur du sport, notamment en termes de promotion des dimensions socio-économiques et environnementales du sport, de renforcement de l'intégrité et des valeurs du sport, ainsi que d'encouragement de la participation au sport et de l'activité physique favorable à la santé. Une série d'intervenants externes - dont Jean Gracia de European Athletics et Iva Glibo de ENGSO Youth - ont partagé leurs expériences et leurs succès dans la promotion d'impacts positifs et durables sur différents sujets d'actualité pour le sport via le programme Erasmus+.

Jour 2

La deuxième journée a été ouverte par Yves Le Lostecque et Guillaume Arduin (Conseiller Sport, Représentation permanente de la France auprès de l'UE). Ils ont donné un aperçu des activités et objectifs clés de la présidence française pour les mois à venir. En conséquence, il a réitéré le rôle vital du programme Erasmus+ dans le soutien des acteurs du sport à travers l'UE.

Ensuite, une série de sessions de travail a été animée par Luciano Di Fonzo (chef adjoint de l'unité Erasmus Mundus & Sport, EACEA). Ces sessions ont fourni aux participants des informations techniques sur l'acquisition du code d'information sur les partenaires (PIC) et l'identification des actions sportives via le portail de financement et d'appel d'offres. Ensuite, les aspects financiers et administratifs ont été présentés, y compris une explication des différents modèles de montants forfaitaires et leur applicabilité dans les appels liés au sport. Le processus d'évaluation et les critères connexes ont également été présentés (critères d'admissibilité, d'éligibilité, d'exclusion, de sélection et d'attribution).

Des conseils concernant les "erreurs courantes" apparues lors des étapes de candidature et de soumission à Erasmus+ 2021 ont été présentés. Les intervenants ont souligné l'importance de sélectionner la bonne action, de correspondre aux critères pertinents, d'allouer des ressources adéquates aux activités du projet, de veiller à ce que la proposition de projet soit concrète et d'assurer la cohérence entre les formulaires de candidature et de soumission.

Les présentations et le streaming web de la Journée d'information sur le sport 2022 seront disponibles sur le [site web de l'EACEA](#).

PLUS D'INFORMATIONS

[Guide du programme Erasmus+](#)

[Portail web des opportunités de financements](#)



LE COIN DES PARTENAIRES

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE continue sa série de webinaires sur les financements européens : Erasmus+

Le 13 janvier 2022, le bureau européen de représentation des COE auprès de l'UE a poursuivi sa série de webinaires sur les financements européens, avec le deuxième webinaire consacré au programme Erasmus+ 2022.



Le webinaire était divisé en deux sessions :

- Le programme Erasmus+, sa structure, ses priorités ;
- Aspects techniques de la procédure de candidature, critères d'attribution et obligations de rapport pour Erasmus+.

Le deuxième webinaire a rassemblé plus de 80 participants provenant de 30 Comités nationaux olympiques (CNO) et de 10 fédérations sportives.

Partie 1 : Le programme Erasmus+ 2022

Le webinaire a été ouvert par le directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE (ci-après), Folker Hellmund, qui a invité les fédérations partenaires et les CNO européens à s'intéresser au soutien financier disponible par le biais du programme Erasmus+ 2022. Ils ont été invités à commencer à travailler sur les propositions de projet dès que possible.

Ensuite, les membres du bureau des COE auprès de l'UE ont présenté une brève introduction des sections Erasmus+ - Education et Formation, et Sport et Jeunesse - les priorités horizontales et l'éligibilité des différents pays. Yves Le Lostecque, Chef d'Unité Erasmus Mundus & Sport à l'Agence exécutive éducation, audiovisuel et culture (EACEA) a fourni des informations complémentaires en soulignant les dates limites pour Erasmus+ 2022, ainsi que les caractéristiques des nouveaux appels dans le domaine du sport et le nombre attendu de projets à financer dans le domaine du sport en 2022. Il a également fait le point sur les résultats de l'appel Erasmus+ Sport 2021: 1298 propositions de projets dans le domaine du sport ont été soumises en 2021, ce qui représente une augmentation de 13% par rapport à 2020. Il a conclu en mentionnant qu'un peu plus de 200 projets devraient être sélectionnés, avec un taux de réussite moyen de 16% pour les appels liés au sport en 2021.

La session s'est terminée par la présentation des exigences et attentes pour les appels. Le Comité olympique lituanien, représenté par Agnė Vanagiene (directrice adjointe des sports), et FIBA Europe, représenté par Kamil Novak (directeur exécutif), ont partagé leur expérience du programme Erasmus+. Ils ont montré comment ils ont développé la capacité de leur organisation à s'engager avec succès dans le financement Erasmus+ et le rôle du bureau de représentation des COE auprès de l'UE qui fournit un soutien et des conseils précieux.

Les segments Education & Formation et Jeunesse du programme Erasmus+ ont également été brièvement présentés via le témoignage d'ENGSO - représenté par Sara Massini (Secrétaire Générale) qui a expliqué comment son organisation a profité des opportunités disponibles dans le domaine du sport et de la jeunesse.

Partie 2 : Conseils pour la candidature

La deuxième partie du webinaire couvrait les aspects techniques de la procédure de candidature, ainsi que des obligations de mise en œuvre des projets Erasmus+. Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a donné un aperçu de l'ensemble du processus de candidature, de l'idée de projet au démarrage du projet.

Plus important encore, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a fourni des conseils concrets concernant le remplissage des formulaires techniques et budgétaires pour les projets Erasmus+, incluant des exemples. Ensuite, les participants ont découvert la procédure de soumission et les principales fonctionnalités du portail de financement et d'appel d'offres. Les critères d'attribution et les obligations de rapport pour le programme Erasmus+ ont également été mentionnés.

Enfin, les participants ont eu l'occasion de présenter leurs idées de projet et identifier des partenaires appropriés :

- Le CNO de Bosnie-Herzégovine a présenté son projet pour le nouvel appel "Renforcement des capacités dans le domaine du sport" ;
- Le CNO d'Azerbaïdjan a présenté son idée de projet pour un partenariat de coopération ;
- Le CNO de Slovénie a présenté deux propositions de projet, pour le partenariat de coopération et les événements sportifs européens à but non lucratif ;
- Le bureau des COE auprès de l'UE a également présenté sa proposition de projet pour le partenariat de coopération sur le thème de l'action climatique des organisations sportives.

Webinaires à venir

Pour conclure, un aperçu des activités à venir dans le domaine des financements européens a été donné aux participants. Les webinaires sur les financements européens se poursuivront tout au long de l'année 2022 aux dates suivantes :

- Webinaire 3 : "Fonds européens structurels et d'investissement (FESI)" le 28 avril 2022.
- Webinar 4 : "Fonds d'action extérieure de l'UE" (date à déterminer)

PLUS D'INFORMATIONS

[Guide du programme Erasmus+ 2022](#)

[Journées d'information Erasmus+ 2022](#)



ÉVÈNEMENTS À VENIR

4-20 février 2022

Jeux olympiques d'hiver, Pékin

7-8 février 2022

Conférence de la Présidence française de l'Union européenne
Sport et objectifs de développement durable dans les temps de l'enfance

25 février 2022

Workshop du Comité exécutif des COE - Lillehammer, Norway



EOC EU Office
71, Avenue de Cortenbergh
1000 Brussels, Belgium



+32 2 738 03 20



info@euoffice.eurolympic.org



www.euoffice.eurolympic.org



**EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES**



EU
Office